

CRISE DANS LA THÉORIE DES CRISES ?



Le Cri, E. Munch

Nous allons dans ces notes revenir sur un élément essentiel et essayer de synthétiser le point de vue marxiste en ce qui concerne la théorie des crises¹. La polysémie et les utilisations inflationnistes du terme ont largement galvaudé le concept de crise qui n'est pas à l'origine une catégorie propre au marxisme révolutionnaire. La définition basique d'une crise est celle d'« une manifestation brutale, d'une rupture violente dans une situation d'équilibre ». Elle peut donc affecter de nombreux domaines, tant médicaux que climatiques, mais nous nous centrerons essentiellement sur les crises économiques et sociales qui correspondent le plus directement, dans leurs causes et leurs conséquences, à l'utilisation critique que nous faisons de cette notion. En ce qui concerne ces aspects plus spécifiques nous pouvons donner, à titre indicatif, une définition et un commentaire classiques de l'académisme bourgeois :

« Changement profond d'une tendance antérieure se traduisant par une dégradation de l'activité économique. C'est ainsi qu'on parle habituellement de la Grande Crise des années 1930 ». Mais « définir une crise par un ralentissement d'activité, voire une diminution de l'activité, c'est supposer que la croissance est le mode normal et permanent de fonctionnement d'une société économique. Or rien n'est moins sûr, du fait des défis environnementaux auxquels sont confrontées nos sociétés. C'est donc davantage en termes de changement que l'on peut aborder la notion de crise. Cette dernière proviendrait moins d'une diminution de l'activité économique que de disfonctionnements [sic] internes fragilisant le système économique et le contraignant à évoluer »².

Bien évidemment, tout revient à qualifier et à expliquer les causes systémiques fondamentales de ces « dysfonctionnements internes », au-delà de la croyance idéologique en la pérennité éternelle du MPC. C'est pourquoi il est nécessaire de préciser que *« ce qui déplaît souverainement aux bourgeois, c'est le renouvellement cyclique de la crise et le fait qu'elle devient de plus en plus grave à mesure que le capitalisme mûrit et vieillit. Cela leur suggère irrésistiblement que leur mode de production est précaire et historiquement limité, et que le cours de l'économie obéit à des lois irréfragables et à un DETERMINISME auquel le capital lui-même est soumis »*. Roger Dangeville, notes et traduction de Marx-Engels, La Crise, 10/18, p.11, Paris, 1978. Notons qu'il existe différents types de crises, « petites » ou « grandes », dites conjoncturelles ou

¹Nous allons, une fois de plus, suivre notre vieille « méthode talmudique », afin de réexposer et de rendre opérationnelles les catégories marxistes de l'ABC du communisme. N'en déplaise aux opportunistes qui préfèrent s'aligner respectueusement sur les forces de la contre-révolution afin de s'adapter à l'état d'esprit des « masses » pour devenir par-là de nouveaux pourvoyeurs d'illusions nationales, syndicales, démocratiques et réformistes.

²« Crise », Le dictionnaire, Alternatives Economiques, sur le site web : <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96976>

structurelles, sectorielles ou généralisées... De plus, on observe des différences substantielles quant à la nature des crises économiques ce qui nous permet de distinguer les crises de surproduction ou de pénurie de celles financières ou monétaires...

La loi fondamentale de la baisse tendancielle du taux de profit

Les crises sont en fait le résultat et la conséquence de la prospérité passée ; plus celle-ci est importante, plus graves sera la crise. Mais c'est, en dernière instance et dans la logique même du capital, une insuffisance de profits qui en est toujours la cause principale. En ce sens, il s'agit de toute manière d'expressions et de manifestations agissantes des contradictions du capitalisme dont la plus cruciale, celle entre valorisation et dévalorisation³. Autrement dit, c'est le poids, chaque fois plus lourd, du travail mort accumulé qui pèse sur le travail vivant, seul producteur de valeur nouvelle, c'est-à-dire source unique du procès de valorisation. C'est à ce propos que Marx parle allégoriquement du vampire capitaliste pompant le sang du travail vivant du prolétaire.

« Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage ». Karl Marx, Le Capital, Livre premier, p.174, éditions sociales, Paris, 1976.

Il n'est pas possible de comprendre en profondeur les crises capitalistes sans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui se trouve en lien direct avec la composition organique du capital. Le capital doit s'accroître de manière à chaque fois plus élargie. Toutefois, ce sont aussi la concurrence et la lutte des classes qui obligent les capitalistes à augmenter la productivité du travail en développant chaque fois plus le degré de mécanisation. Cette nécessité entraîne l'accroissement du taux d'exploitation (rapport entre la plus-value et les salaires) mais aussi la hausse de la composition organique du capital (rapport entre le capital constant et le capital variable).

« La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voie son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit ; celui-ci doit donc baisser continuellement » Karl Marx, Le Capital, Livre troisième, chap. XIII, p.211, éditions sociales, Paris, 1976.

Or le taux de profit général ($PI / C+V$) croit avec le premier mais décroît avec la seconde. Ainsi plus le capital s'accumule plus il produit une tendance à la baisse du taux de son profit. D'une manière générale, cela signifie concrètement que plus importants sont les investissements en machines, nouvelles technologies etc. (c'est-à-dire en travail mort) ... moins le taux de profit sera élevé. Le taux de plus-value (= taux d'exploitation) se trouve dans une situation inversement proportionnelle à la composition organique du capital qui doit, elle,

³En rapport à ces sujets, nous avons déjà produit des textes qui introduisent et complètent celui-ci : « Notes synthétiques sur valorisation/dévalorisation », Matériaux Critiques N°1 ; « La périodisation non décadentiste du MPC », Matériaux Critiques N°7, « Qu'est-ce que la contre-révolution ? », Matériaux Critiques N°11 et sur notre site web : <https://materiauxcritiques.wixsite.com/monsite/textes>

augmenter du fait de la concurrence entre capitaux ce qui permet d'obtenir une plus-value extraordinaire⁴. Paul Mattick en donne une définition synthétique qui nous semble adéquate :

« Tandis que le taux de plus-value augmente à mesure que la composition organique du capital se transforme, cette dernière exerce une action contraire sur le taux de profit. Le taux de la plus-value (ou le rapport du surtravail au travail total) ne se rapporte qu'au capital variable, alors que le taux de profit concerne les deux composantes du capital, la constante et la variable. La première grandissant plus vite que la seconde, un taux de plus-value donné doit nécessairement entraîner une baisse du taux de profit. Pour éviter cela, il faut que le taux de plus-value augmente à un rythme tel que, malgré la composition organique plus élevée du capital, le taux de profit demeure stationnaire. Dans le cas d'une élévation plus rapide encore du taux de plus-value, il peut même monter. Le taux de la plus-value ne pouvant s'accroître essentiellement que grâce à l'élévation de la composition organique du capital, qui va de pair avec l'accumulation, le processus d'accumulation se présente comme un processus déterminé par le taux de profit général, dont le mouvement conditionne tous les autres mouvements du capital » P. Mattick, Crises et théories des crises, p.82, éditions Champ Libre, Paris, 1976.

Cette loi a aussi des contres-tendances que Marx va analyser dans le prolongement du chapitre qui l'énonce,⁵ dont l'augmentation du degré de l'exploitation, la réduction du salaire au-dessous de sa valeur, la baisse des prix des éléments du capital constant, la surpopulation relative ou encore le commerce extérieur en ce qu'il permet de faire baisser les prix des marchandises de subsistance nécessaires au capital variable. C'est d'ailleurs pourquoi cette loi est dite tendancielle ; car elle peut ou non être contrecarrée. C'est pourquoi également, même si elle agit effectivement, ces contre-tendances peuvent la rendre « invisible », surtout en période de croissance où elle est convenablement contenue, par un taux de plus-value largement suffisant. De la même manière, étant une variable dynamique et multifactorielle, elle est très difficile à évaluer précisément, sinon en tant que moyenne et sur le long terme (plusieurs cycles consécutifs) ce qui, pour certains matérialistes vulgaires, la rend « scientifiquement » peu crédible. Du point de vue historique, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est donc bien la loi la plus importante car elle exprime, sur le long terme et le plus clairement, le fondement des crises capitalistes.

« Bien que nombre de commentateurs l'aient souvent reléguée au second plan de la théorie de Marx, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est pourtant, selon Marx lui-même, la loi la plus importante de l'économie politique. Elle sous-tend toute la dynamique du capital et exprime la contradiction valorisation/dévalorisation, le développement contradictoire de la productivité du travail qui combine à la fois hausse tendancielle du taux d'exploitation, du taux de plus-value, et baisse tendancielle du taux de profit ». Robin Goodfellow, Aux fondements des crises, Le marxisme de la chaire et les crises, p.15- 16, Paris, 2013 [sur https://www.robinfoodfellow.info/](https://www.robinfoodfellow.info/)

L'oxymore « crise permanente »

L'expression « crise permanente », qui se complète parfois de son contraire, la négation des crises, est une expression intrinsèquement paradoxale qui provient la plupart du temps de théories décadentistes des diverses tendances economicistes, pour qui le capitalisme serait

⁴La production d'une plus-value extraordinaire provient de la différence entre la productivité individuelle dans une entreprise, due, entre autres, à l'introduction d'une nouvelle machine, et la productivité sociale dans toutes les entreprises de cette branche. Cette différence est temporaire et est appelée à disparaître sous la pression de la concurrence qui va pousser à l'adoption généralisée de cette nouvelle technique de production et à réaligner ainsi la productivité sociale.

⁵K. Marx, Le capital, livre III, chapitre XIV, p. 228 à 235, déjà cité.

entré définitivement dans une phase de sénilité telle que « les forces productives auraient cessé de croître » (Trotski) ou qu'« une barrière intrinsèque absolue du processus de production capitaliste aurait atteint son stade final » (Kurz). Mais c'est souvent l'incapacité à expliquer les crises cycliques, leurs causes tant structurelles que conjoncturelles, qui pousse des théoriciens frileux à rendre ces crises « permanentes », solutionnant ainsi formellement la nécessité d'une compréhension concrète et factuelle de la réalité en mouvement. Ces théories décadentistes basées sur le dysfonctionnement économique irréversible et définitif du capital permettent également de se disculper facilement des changements dans la stratégie et les tactiques ouvrières au nom d'un changement de période magique qui expliquerait tous ces retournements stratégiques sans analyser en profondeur, sur base de l'expérience ouvrière, le maintien ou l'abandon de ces tactiques. Or, une des fonctions fondamentales des crises, pour le capital, est de permettre brutalement une dévalorisation massive comme **solution** à la suraccumulation du capital.

« Cette baisse soudaine est le résultat d'un retournement dans le progrès de la productivité du travail qui pour être surmonté doit se traduire par des dévalorisations qui ne résultent pas du progrès de la productivité mais de l'élimination des capitaux faillis, des baisses de prix ruineuses, des destructions de capitaux inemployés, etc. Il y a une suraccumulation du capital et l'ampleur de celle-ci permet de dire si cette suraccumulation est relative ou absolue ». p.22, Robin Goodfellow, déjà cité, p.3.

La crise capitaliste n'est donc nullement un problème ou un drame pour le capital social global, même si elle est mortelle pour certains capitaux particuliers insuffisamment rentables ou obsolètes. Le caractère périodique des crises exprime indubitablement la capacité du capital à se purger en se dévalorisant pour pouvoir repartir vers un nouveau cycle d'accumulation. Il s'agit donc, indiscutablement, d'une infirmation de la croyance en un caractère permanent de la crise économique. De plus, le développement de l'économie de crédit et du capital fictif permet de postposer (en l'amplifiant) le déclenchement des crises sans pour autant annihiler celles-ci. Grâce au crédit bancaire, le rôle du capital fictif dans l'économie moderne est « d'anticiper » le procès de valorisation du capital afin d'élargir son accumulation au niveau du marché mondial et ce, bien au-delà de ce qu'il aurait été possible de faire avec la plus-value réellement extorquée par les capitalistes au terme d'un cycle de production « normal ».

Il est impossible pour une entreprise qui souhaite faire de lourds investissements en capital fixe (bâtiments, machines) d'amortir ceux-ci sur le long terme uniquement grâce aux profits préalablement réalisés par l'exploitation de la force de travail. C'est à dire qu'avec le capitalisme mûr, l'autofinancement est devenu largement insuffisant et qu'il faut chaque fois plus faire appel au crédit. Le caractère « fictif » (mais bien réel) de ce capital renvoie au fait que les titres financiers représentent du capital, mais qu'ils ne sont pas substantiellement du capital, car le capital « n'existe pas deux fois ».

« Même lorsque la créance -le titre- ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire. Nous avons vu précédemment que le crédit donne naissance à du capital associé. Les titres tiennent lieu de titre de propriété représentant ce capital. Les actions de société de chemins de fer, de charbonnages, de compagnie de navigation, etc. représentent un capital réel : celui qui a été investi et qui fonctionne dans ces entreprises, ou encore la somme d'argent avancée par les actionnaires pour être dépensée

comme capital dans ces entreprises. Notons en passant qu'il n'est nullement exclu qu'elles représentent une simple escroquerie. Quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser. Que A vende son titre à B et B à C, ces transactions ne changent rien à la nature des choses. A ou B ont alors converti leur titre en capital, mais C a converti son capital en un simple titre de propriété ouvrant droit à la plus-value qu'on espère du capital par actions. » Karl Marx, Le Capital, Livre III, Section V, Chapitre XXIX, p.432- 433, éditions sociales, Paris, 1976.

Le capital fictif est ainsi constitué de l'ensemble des titres créés « à partir de zéro », (comme les actions, obligations, bons du trésor, traites...) par l'Etat, des institutions financières, ou des entreprises (c'est-à-dire qu'il ne résulte pas d'une production tangible préexistante) et correspondent à un capital qui a été prêté. Comme ces titres peuvent être négociés, ils apparaissent sur les marchés financiers comme de nouvelles « marchandises » qui s'achètent et se vendent moyennant un prix, alors que, fondamentalement, ils ne contiennent encore aucune valeur réelle ; ils constituent en fait un pari sur le futur, une éventualité et une espérance de profits ultérieurs.

« Au cours de la crise, tout le capital fictif s'effondre. Elle implique que la production capitaliste n'est pas arrivée à dominer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, ou, ce qui revient au même, que la crise n'est qu'un moyen catastrophique pour surmonter cette contradiction. Elle est parvenue à dominer la loi sur base de laquelle elle s'est développée (loi de la valeur) mais elle ne parvient pas à s'assujettir celle qui la régit. C'est pourquoi cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit est « la plus importante de l'économie politique et elle est la plus essentielle lorsqu'il s'agit de comprendre les rapports les plus difficiles. Du point de vue historique, elle est aussi la loi la plus importante. » Camatte, capital et gemeinwesen, p.99, Spartacus, Paris, 1978.

Il y a une nécessité absolue et catastrophique à dévaloriser et à détruire du capital accumulé pour garantir la poursuite du procès de création de valeur nouvelle et donc l'accumulation capitaliste. C'est la contradiction du MPC. C'est pourquoi, en dernière instance, **c'est la guerre** qui correspond singulièrement à ces exigences contradictoires et qui permet le mieux, par une importante destruction de capital, le redémarrage violent du procès de travail et de valorisation capitaliste (reconstruction).

« La crise permet au capital de se redresser. D'abord, parce que la crise est une purge de valeur. Son premier effet est un rééquilibrage entre capital constant et capital variable. En tant que processus de dévalorisation brutal, elle permet de recréer les bases d'une nouvelle accumulation. La destruction de capital constant est multiforme. Ce sont des pertes financières, qui peuvent être aussi bien des destructions d'anticipation de valeur que de valeur déjà produite. Ce sont des marchandises qui se périment et des bâtiments ou des machines laissés à l'abandon. Ce sont, dans la guerre, la forme la plus achevée de la crise capitaliste, les destructions matérielles les plus étendues ». Léon de Mattis, Crises, p. 125, Entremonde, Genève, 2012.

Complémentaire à la critique de la « crise économique permanente », il convient également de critiquer la vision fataliste et apocalyptique de la « crise finale ». Déjà au début du XXe siècle, les révolutionnaires authentiques, en très grande partie « marxistes », en étaient arrivés à la conclusion que le capitalisme était fini d'un point de vue économique. Rappelons-nous des affirmations telles « le capital a atteint son point culminant », « la fin des zones précapitalistes provoque la saturation des marchés et donc la crise de surproduction

définitive » ou bien « le capitalisme va à vitesse grand V vers la baisse définitive du taux de profit ». En constatant factuellement ce qui se passait au moment où ils affirmaient leur point de vue critique, ils n'avaient d'ailleurs pas forcément tort. Mais, un siècle après, le capital continue à exploiter la classe des prolétaires et à s'accumuler. S'il ne s'était pas accumulé, il n'aurait pas pu se maintenir jusqu'à nos jours. C'est pourquoi il est dangereux et présomptueux d'affirmer que le système capitaliste est en dysfonctionnement croissant dès maintenant et définitivement. On peut néanmoins entrevoir que ses contradictions propres sont de plus en plus importantes, s'accroissent, et que, si la révolution communiste mondiale ne voit pas le jour, le MPC entrainera très probablement « l'humanité » à sa perte, voire à sa destruction pure et simple. En revanche, comme le capitalisme a amplement créé, au niveau mondial, des conditions objectives incontournables pour être détruit par la classe qu'il exploite sous toutes les latitudes, il n'est plus aucunement justifiable historiquement. Et c'est ce que le prolétariat lui-même a montré lors de la vague révolutionnaire qui s'arrête en 1937, en Espagne.

C'est la croissance même du capital en « fonctionnement normal », et donc avec ses crises de purges périodiques, qui est totalement et définitivement néfaste pour le genre humain. Il n'y a plus rien à en tirer. Il faut l'abattre. Nonobstant cette perspective classiste, l'on ne pourra définir avec certitude la « crise finale » ou « catastrophique » du capital qu'une fois que celle-ci se sera effectivement produite ; et alors, l'intérêt même d'une telle qualification n'aura plus beaucoup de sens. Rappelons de plus qu'au plein sens marxiste, cette « catastrophe » est avant tout sociale et politique. Elle n'est pas mécanique, automatique et irréfléchie, mais se réalise grâce aux prolétaires qui, déterminés par leurs conditions d'exploités, prennent enfin les armes pour imposer, par la force, l'abolition du salariat et de l'ensemble de l'ordre social.

« Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action historique lui sont tracés, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle ». Marx-Engels, La Sainte Famille, p.48, éditions sociales, Paris, 1972.

La crise peut être un catalyseur de la lutte de classe mais celle-ci n'en n'est nullement une conséquence machinale ou obligée. Les périodes de croissance ou d'activité moyenne (et donc de paupérisation relative) peuvent, elles aussi, « susciter » des résistances et de luttes ouvrières. « L'énorme saut dans la production de plus-value » peut atténuer la paupérisation absolue des travailleurs, mais ce saut, en revanche, augmente la paupérisation relative (baisse du salaire relatif) qui, en soi, est un élément objectif suffisant qui devrait induire le prolétariat à se constituer en classe et donc en parti. De plus, la lutte du prolétariat contre la paupérisation relative peut être bien plus prometteuse, du point de vue communiste, que la lutte contre la misère et la paupérisation absolue dans laquelle peuvent intervenir beaucoup plus facilement une grande quantité de forces réactionnaires et d'idéologies contre-révolutionnaires qui se feront un plaisir de promettre du bon vieux travail salarié.

C'est le maintien et le déploiement de ce rapport social spécifique -le salariat- qui permet l'augmentation du taux d'exploitation et de la productivité du travail ; ce qui est, du point de vue du capital, l'élément qui doit en toutes circonstances se conserver pour que le système

puisse se perpétuer dans sa totalité. C'est aussi pourquoi Marx insiste sur le point de vue critique et communiste par rapport aux revendications ouvrières soutenues par les syndicats lorsqu'il indique contre ceux-ci : « *Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire **pour l'abolition définitive du salariat*** ». K. Marx, Salaire, prix et profit, p.74, éditions sociales, Paris, 1969.

Il est ainsi chaque fois plus nécessaire d'affirmer que les questions de l'abolition du salariat et de la **fin du travail** sont parmi les points programmatiques centraux sur lesquels les communistes doivent s'organiser en se distinguant explicitement des traditions réformistes et staliniennes pour qui le travail serait une constante transhistorique.

« *Dans toutes les révolutions antérieures le mode d'activité restait inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes ; la révolution communiste par contre est dirigée contre le **mode** d'activité antérieur, elle **supprime le travail** et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est effectuée par la classe qui n'est plus considérée comme une classe dans la société, qui n'est plus reconnue comme telle et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., dans le cadre de la société actuelle* ». Marx-Engels, L'Idéologie allemande, p.68, éditions sociales, Paris, 1968.

2025 : Fj, Eu, Ms & Mm.

Bibliographie

Ouvrages :

- Camatte, Capital et gemeinwesen, Spartacus, Paris, 1978.
- Léon de Mattis, Crises, Entremonde, Genève, 2012.
- Marx-Engels, La Crise, 10/18, Paris, 1978.
- Marx-Engels, La Sainte Famille, éditions sociales, Paris, 1972.
- Karl Marx, Le Capital, Livres premier et troisième, éditions sociales, Paris, 1976.
- Karl Marx, Salaire, prix et profit, éditions sociales, Paris, 1969.
- Karl Marx, Les Crises du capitalisme, Demopolis, Paris, 2009.
- Paul Mattick, Crises et théories des crises, éditions Champ Libre, Paris, 1976.

Articles, brochures et revues :

-« Notes synthétiques sur valorisation/dévalorisation », Matériaux Critiques N°1 ; « La périodisation non décadentiste du MPC », Matériaux Critiques N°7, « Qu'est-ce que la contre-révolution », Matériaux Critiques N°12 et sur notre site web : <https://materiauxcritiques.wixsite.com/monsite/textes>
-« La théorie marxiste des crises » : « Communisme ou civilisation » refondus : robin.goodfellow@robin.goodfellow.info

Sites web :

-Robin Goodfellow, Aux fondements des crises, <https://www.robingoodfellow.info/>